

« Il continue à être le président légal, légitime et constitutionnel du MAS »

BOLIVIE - Manifestation vers La Paz en soutien à la candidature d'Evo Morales

Página 12

mardi 3 décembre 2024, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

25 novembre 2024 - [Página 12](#) - Les partisans de l'ex-président de la Bolivie, Evo Morales, ont annoncé qu'ils marcheront vers La Paz, siège du gouvernement et du pouvoir législatif, pour défendre la candidature de cet homme politique aux élections générales de 2025 et exiger la libération de plus d'une centaine de personnes détenues au cours des blocages que ses partisans ont mis en place pendant 24 jours.

Morales s'est réuni vendredi avec ses partisans dans la localité de Lauca Ñ, au Trópico de Cochabamba, son bastion politique et syndical, pour définir de nouvelles actions après que le Tribunal constitutionnel plurinational (TCP) a émis plusieurs jugements qui ont statué sur son inéligibilité à la présidence et l'ont écarté de la direction du Mouvement vers le socialisme (MAS), la coalition au pouvoir, après presque 30 ans.

« Nous avons décidé d'organiser une grande mobilisation nationale dans la ville de La Paz pour exiger la liberté de nos frères et de nos sœurs injustement détenus par le régime du (président) Luis Arce et le (vice-président) David Choquehuanca », a été une des conclusions de la rencontre, qui a duré plus de huit heures.

Morales versus Arce

Les syndicalistes et les parlementaires partisans de Morales, qui se sont réunis « en urgence » ont confirmé que « ce dernier est toujours selon la constitution le président légal et légitime du MAS, ».

Ils ont fait remarquer en outre que la Constitution bolivienne et une consultation d'opinion émise par la Cour interaméricaine des droits humains (Cour IDH) « avalisent et soutiennent » le fait que l'ex-président est habilité par la loi à être candidat aux élections de 2005 pour le MAS.

Ils ont exigé aussi le respect d'une loi promulguée par le président de la Chambre des Sénateurs, Andrónico Rodríguez, partisan de Morales, qu'il suspende les magistrats du TCP en l'absence d'Arce, en déplacement au Brésil cette semaine pour participer au sommet du G20. Les partisans de Morales et l'opposition critiquent les juges du Tribunal constitutionnel d'avoir prorogé de six ans son mandat qui devait prendre fin en décembre 2023, faute de l'organisation d'élection des juges prévue désormais en décembre prochain.

Les partisans de Morales ont bloqué les routes pendant 24 jours pour exiger de l'exécutif qu'il retire l'enquête à charge pour stupre et traite de personnes contre l'ex-président car ils considèrent que cela participe de la persécution politique dans le but de le soustraire à la campagne électorale.

Le gouvernement d'Arce a répondu en dénonçant des tentatives de déstabilisation de la part de ces partisans et la Police a dégagé les voies, en arrêtant, au cours de cette opération, une centaine de personnes lors d'un affrontement au cours duquel ont été blessés des agents et des journalistes. Arce et plusieurs de ses ministres ont même accusé Morales de vouloir abrégé le mandat du président dans sa tentative de revenir au pouvoir.

Au cours de la réunion de Lauca Ñ, les partisans de Morales ont traité le président Arce de « traître » et estimé que, s'il optait pour une réélection, selon eux, il ne gagnerait pas, car l'instrument politique appartient à Morales.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) :

<https://www.pagina12.com.ar/785446-marcha-a-la-paz-por-la-candidatura-de-evo-morales>.